LE CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Conférence du Club Convaincre du Lundi 12 mai à 18 h 30

La situation géopolitique actuelle

Par Dominique Bolliet

Trump a en quelques semaines mis à mal la démocratie américaine, l'OTAN, les institutions de régulation économique et même le cadre mondial du multilatéralisme patiemment construit depuis 80 ans.

Comment ordonner une vision globale de ces ruptures et évaluer les réponses de l'Europe et de la France ?

***

Je prépare cette conférence depuis 6 semaines et je n'ai cessé de la réécrire pour tenir compte des événements et des réactions des acteurs, à commencer par Trump.

Introduction : en une semaine trois événements majeurs :

Depuis samedi 10 mai, une valse diplomatique à trois temps qui laisse espérer que les lignes bougent enfin.

- 1er temps : **les dirigeants européens** engagés dans la «coalition des volontaires» (Macron, Merz, Tusk et Starmer), menacent la Russie de sanctions supplémentaires si un cessez-le-feu «*sans condition*» n'entre pas en vigueur ce lundi.
- 2ème temps : **Poutine,** pas du genre à céder à devant un tel ultimatum, **répond en proposant d'ouvrir ce jeudi à Istanbul des «*négociations*», mais sans trêve préalable**. Une manière une fois de plus de gagner du temps, en tentant de renvoyer la responsabilité de l'impasse diplomatique à son adversaire.
- 3ème temps : la surprise arrive dimanche en fin de journée quand Volodymyr **Zelensky**[1] **déclare «*attendre*» son homologue russe jeudi en Turquie**. Coup de bluff ou vraie proposition ?

[1] Volodymyr Zelensky a montré patte blanche, pour prendre Poutine à son propre jeu : *«C'est un signe encourageant que les Russes envisagent enfin de mettre fin à la guerre. Le monde entier attend cela depuis très longtemps. Et la première étape vers la*

Quelle a été **l'influence de Trump ?** La fin de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, parmi tous ses dossiers brûlants ou auxquels il a lui-même mis le feu, est sans doute celui qu'il souhaite conclure à tout prix. **Le désaveu de l'opinion publique** américaine sur la rupture du soutien des Etats-Unis à l'Ukraine explique son revirement.
Les Européens présents au côté de Volodymyr Zelensky samedi se réjouissent-ils autant du coup de poker du président ukrainien ? Ils **refusent en tout cas de cautionner ce possible sommet si les bombardements russes ne s'arrêtent pas avant.**
Quant à Poutine, il continue de jouer la montre, mais il ne veut pas rejeter catégoriquement une proposition de cessez-le-feu venant de Trump car **il veut conserver la nouvelle et bonne relation construite avec lui**.

C'est très curieux de démarrer comme cela car on voit combien les personnes de Trump et de Poutine influent sur les événements.

L'élection de Léon XIV

Il se démarque de François dès sa première prière dominicale depuis son élection, le 8 mai, le pape Léon XIV a laissé entrevoir une rupture avec son prédécesseur argentin sur le dossier ukrainien. Dimanche 11 mai, **il a demandé à Moscou et Kiev *une* « *paix authentique, juste et durable* ».** François appelait plus volontiers de ses vœux une paix immédiate et avait demandé à l'Ukraine d'avoir le « *courage du drapeau blanc* ». En 2022, alors évêque au Pérou, le futur Léon XIV, avait condamné avec fermeté, l'« *agression injuste* » lancée par Moscou et évoqué *une* « *invasion impérialiste* » et des « *crimes contre l'humanité* » perpétrés par les forces russes.
Au passage, il affronte la proposition « néocarolingienne » de Donald Trump, et J. D. Vance, qui avaient proposé à François ce marché : pouvoir utiliser le catholicisme et certaines de ses « valeurs » en échange d'une certaine bienveillance. Le cardinal Prevost a fustigé J. D. Vance qui s'était permis d'expliquer l'amour de notre prochain à la lumière du souverainisme.
Aujourd'hui, Léon XIV affirme que la paix ne se construit pas en tolérant que les puissants soient des tyrans.

Droits de douane : désescalade entre les Etats-Unis et la Chine

Les deux pays réduisent leurs taxes pour quatre-vingt-dix jours.
Les deux premières puissances de la planète ont annoncé, lundi 12 mai, renoncer à l'essentiel des droits de douane qui depuis presque un mois bloquaient les échanges commerciaux entre elles.
« Nous sommes d'accord sur le fait qu'aucune des deux parties ne veut un découplage », a déclaré selon l'agence Bloomberg le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, qui menait la délégation américaine en Suisse.
Donald Trump avait laissé entendre ces derniers jours qu'il faudrait baisser sensiblement les droits de douane contre la Chine, changeant radicalement de ton par rapport à ses déclarations du 9 avril, accusant la Chine de « piller » son pays, et décidant de s'en prendre essentiellement à elle.

---

fin réelle de toute guerre est le cessez-le-feu, a-t-il écrit sur Telegram. *Nous attendons que la Russie confirme un cessez-le-feu complet, durable et fiable à compter de demain, le 12 mai, et l'Ukraine est prête à se réunir».*

L'annonce de lundi constitue un renoncement majeur pour Donald Trump, d'autant que Pékin n'a fait aucune concession. **Xi Jinping a gagné son pari que Donald Trump ne pourrait que prendre acte de l'inquiétude de ses concitoyens face au manque de nombreux produits.**

Comment y voir plus clair ? Je propose un plan en 4 parties :

1 - Poutine et la guerre en Ukraine
2 - De quoi Trump est-il le nom ? Ruptures ou continuités du jeu géopolitique
3 - La réaction de la France et de l'UE

Conclusion : construire la paix

1 - Poutine et la guerre en Ukraine

Avec l'arrivée de Donald Trump, Poutine a reçu en cadeau la sortie de son isolement. Et il a décidé d'exploiter Trump pour un nouveau partage du monde : « *Le Canada, le Mexique, c'est à vous, l'Ukraine et la Pologne c'est à nous.* »

On revient à une logique de partage du Monde en sphères d'influence.

1-1 - Poutine cherche à instrumentaliser l'histoire

La commémoration de la victoire de 1945, la Grande Guerre patriotique, ***est*** **devenue un instrument de propagande militariste, une fête d'agression contre tout le monde sur le thème « on peut le refaire ».**
Depuis Vladimir Poutine, le changement est spectaculaire. Comme le dit **Sergueï Parkhomenko « Vladimir Poutine a privatisé à son profit la victoire de 1945 »**[2]

Le pouvoir russe a multiplié les tentatives de créer des ennemis.
Il y a d'abord eu les Polonais avec le Jour de l'unité nationale, le 4 novembre, qui a pris la place des commémorations de la Révolution[3]

Puis il y a eu les Géorgiens, avec le déclenchement de l**a** guerre de 2008 contre la Géorgie. Tout cela a formé la levure de ce pain d'agressivité, de militarisme et d'isolationnisme qui n'a cessé de grossir.

Et, bien sûr les **Ukrainiens.**
Le nationalisme s'est imposé en 2022, avec la résistance des Ukrainiens. Pour commencer la guerre d'invasion de l'Ukraine de 2022, il était nécessaire de franchir un cap. **Le Kremlin a donc établi un lien direct entre l'idée de « dénazifier » l'Ukraine et la Grande Guerre patriotique**. Il fallait détester les Ukrainiens et ils ont trouvé la solution. Poutine a privatisé à son profit la victoire de la Grande Guerre patriotique.

[2] Sergueï Parkhomenko « Vladimir Poutine a privatisé à son profit la victoire de 1945 » Le Monde - 10 mai 2025
[3] Cette date, célébrée par l'Empire russe, rétablie en 2005, fête la « libération de Moscou des envahisseurs polonais » en 1612.

Aujourd'hui, en plus des Ukrainiens, c'est tout l'Occident, en tous cas les Européens qui est désigné comme ennemi. Or, en matière de positionnement géopolitique « C'est l'ennemi qui vous désigne comme tel »[4]

1-2 - A-t-on le droit de parler de « menace russe » ?[5]

Les déclarations du président de la République le 5 mars invitant le pays à un sursaut de son effort de défense face à la « Russie qui est une menace pour la France et pour l'Europe » ont ouvert un débat[6].
Cependant, l'opinion française se montre largement favorable à l'accroissement des efforts de défense, et souscrit majoritairement à l'existence d'une menace russe
Si la Russie est une menace pour la France et pour l'Europe, ce n'est pas tant le surcroît de son hostilité envers l'Europe, mais à cause de la posture de Trump qui peut nous priver du soutien des Etats-Unis.

Gilles Andréani nous propose d'analyser la menace à travers trois facteurs : les capacités, le sentiment d'hostilité et l'intention hostile.

Menace : les capacités

Les premières capacités russes, qui laissent les Européens totalement distancés, sont nucléaires : environ 5000 têtes déployées, plusieurs milliers en réserve, de puissances et de portées très diverses.
En tout état de cause, la référence incessante des Russes, depuis 2022, à l'escalade possible du conflit montre que la menace nucléaire fait partie de leur arsenal et qu'ils n'hésitent pas à y recourir, avec un certain effet.

Sur le plan classique, la guerre d'Ukraine a eu deux effets en sens opposé sur les forces russes.

Elles ont été affaiblies en raison des pertes énormes en hommes et en matériels qu'elles ont subies, et elles auront pendant longtemps à rester sur le qui-vive pour consolider leurs gains en Ukraine et se prémunir d'une éventuelle revanche ukrainienne.

Elles ont progressé en qualité : trois ans de guerre ont accoutumé les hommes et les tactiques à un nouveau type de combat terrestre, où les drones et la guerre électronique jouent un rôle insoupçonné avant 2022, et dont les forces européennes n'ont aucune expérience.

---

[4] En 1965, Julien Freund soutient sa thèse de doctorat d'Etat sous la direction de Raymond Aron sur *L'Essence du politique* – qui deviendra son maître-livre. A cette occasion, il lance à Jean Hyppolite, qui restait sourd à l'argument freundien selon lequel, « *il n'y a de politique que là où il y a un ennemi* », cette réplique demeurée célèbre : « *Vous pensez que c'est vous qui désignez l'ennemi, comme tous les pacifistes. Du moment que nous ne voulons pas d'ennemis, nous n'en aurons pas, raisonnez-vous. Or c'est l'ennemi qui vous désigne. Et s'il veut que vous soyez son ennemi, vous pouvez lui faire les plus belles protestations d'amitié. Du moment qu'il veut que vous soyez l'ennemi, vous l'êtes.* »

[5] C'est le titre d'un article de Gilles Andréani - Télos - 1 avril 2025

[6] En France, LFI, par la voix de Manuel Bompart a accusé le Président de susciter la peur pour réduire les avantages sociaux. Marine Le Pen a traité Emmanuel Macron de « va-t-en-guerre ».
Des responsables de la droite modérée ont également critiqué les positions du Président. François Fillon, David Lisnard, qui a parlé « d'hystérisation », Hervé Morin « d'agressivité ».

Enfin, restent les moyens de la guerre hybride ou asymétrique des Russes, valorisés et rendus essentiels dans leur doctrine : **action informationnelle, intimidation et élimination des opposants, financement de réseaux d'influence et de renseignement à l'Ouest, sabotage et action subversive**[7].

Le sentiment d'hostilité

La Russie regarde-t-elle l'Europe et la France comme ennemies ? La réponse est sans équivoque positive : **depuis 2022, le discours russe à notre endroit est hostile, et plus agressif qu'il n'a jamais été aux pires moments de la guerre froide.**
Il y a à cela **deux raisons**.
La première est la haine de l'Ukraine, qui n'a cessé de croître avec leurs échecs, s'élargit à tous ceux qui aident ce malheureux pays.
La seconde est que Vladimir Poutine a besoin de la menace occidentale pour justifier son bilan lamentable en Ukraine et il ne peut justifier le fait que ce pays « qui n'existe pas » lui a tenu tête, qu'en soutenant que, derrière elle, il affronte, en réalité, l'Occident coalisé.
Poutine se dit donc en guerre contre nous et il est probable qu'il en est persuadé.
Sa vindicte et son ressentiment ont été excités par trois ans de guerre, il déteste l'Europe, il y voit un adversaire politique et idéologique, d'autant plus exaspérant qu'il ne s'attendait à la voir soutenir en bloc l'Ukraine comme elle l'a fait depuis 2022.
Le retournement de la position américaine l'oblige à distinguer l'Europe, des États-Unis où subsiste un réservoir de forces favorables aux valeurs traditionnelles.
Bref, **Poutine respecte les États-Unis et les craint, à la différence des Européens, qu'il méprise.**

L'intention hostile

La Russie a-t-elle l'intention de passer à l'acte ? Sur ce point, l'on est réduit aux conjectures, car la dangerosité de la Russie dépend de la personnalité obscure et des comportements imprévisibles de Poutine.
Vis-à-vis de l'Ukraine, il y avait un consensus des cercles dirigeants russes pour chercher à la ramener dans l'orbite russe, à contrecarrer les forces à l'origine de la révolution orange de 2004 et de celle de Maïdan en 2014, où ils voyaient la main de l'Occident. Mais la décision d'envahir l'Ukraine en 2022 n'est due qu'à Poutine et à ses affidés, les organes politiques et militaires russes croyant globalement, comme leurs homologues à l'Ouest, qu'il bluffait[8].
Le facteur Poutine a été décisif dans cette évolution et le restera ; la menace russe sera chargée de ce fait d'un degré élevé d'incertitude.

Enfin, il y a, vis-à-vis de l'Europe en général, l'ambition de la diviser, de l'affaiblir et d'empêcher qu'elle ne soit une force cohérente de nature à contrer les ambitions

---

[7] Elle dispose de capacités formidables dans ce domaine, dont elle use sans retenue : elle a, dès avant la guerre, assassiné des opposants, financé des agents et des compagnons de route en Europe. On lui prête, depuis, d'avoir cherché à assassiner le patron du plus important groupe allemand d'armement, incendié une usine de munitions en Slovaquie, brouillé des signaux GPS, endommagé des câbles sous-marins dans la Baltique, et disséminé des colis incendiaires susceptibles de faire exploser des avions en vol. **En Ukraine**, en plus des frappes de missiles et des attaques de drones, le Kremlin complète ses offensives avec des cyberattaques d'ampleur, visant à dérober des données sensibles ou à miner le moral par des actions spectaculaires.
Si certaines attaques ont eu des conséquences visibles, comme celle ayant affecté le trafic ferroviaire, l'Ukraine a, jusqu'ici, évité les scénarios catastrophe. **Le pays continue à résister dans ce qui s'impose comme la première cyberguerre de grande ampleur**.
[8] C'est une erreur de miser sur l'aptitude au calcul rationnel de Poutine. On a vu qu'il pouvait faire une évaluation grossièrement erronée du rapport des forces et prendre les décisions les plus aventurées. Cela le rend d'autant plus dangereux.

russes ; mais il ne s'agit plus ici de menace mais de capacités de nuisance, où entre néanmoins la possibilité d'actions hybrides comportant une part de violence.

Le découplage transatlantique rend la Russie plus dangereuse

Le principal fait nouveau, qui aggrave la menace russe sur l'Europe n'est ainsi pas à rechercher en Russie mais aux États-Unis où s'est produite une évolution absolument inattendue : au désengagement, relatif et progressif, des États-Unis d'Europe, s'est superposée la remise en cause brutale par les États-Unis de leur soutien à l'Ukraine.
Dans une hypothèse modérée, celle d'une Amérique qui sera pour quatre ans complaisante envers Poutine, politiquement hostile envers l'Europe, et défiante envers l'alliance atlantique, **la Russie deviendra ipso facto beaucoup plus dangereuse pour l'Europe**.

La posture récente de Trump peut en partie nous rassurer. Je rappelle les dernières infos : Zelensky a indiqué que son entretien téléphonique du 8 mai avec Trump démontrait que les États-Unis, l'Ukraine et l'Europe étaient « sur la même longueur d'onde » quant à la nécessité d'un cessez-le-feu total.

L'hypothèse d'une entente russo-américaine contre les Européens semble s'éloigner.
Il n'en reste pas moins que l'Union Européenne risque de devoir affronter une crise roumaine. Le 17 mai prochain se tient le second tour de l'élection présidentielle roumaine. Le candidat pro Trump et pro Poutine George Simion devrait l'emporter[9].
Si les Russes devaient susciter des troubles en Roumanie, qui sait si les Américains, à défaut de se joindre à eux, ne les approuveraient pas, ou n'adopteraient pas une neutralité bienveillante ?

Il y a bien une menace russe. La guerre d'Ukraine l'a montré avec éclat, et elle n'est pas finie.
Les États-Unis peuvent l'ignorer, se désintéresser de l'Ukraine et embrasser les vues de Poutine, pour passer à autre chose ; les Européens ne le peuvent pas.
Aujourd'hui en Ukraine, et demain sur l'ensemble de sa frontière orientale, le projet européen est menacé par un projet autoritaire et néo-impérialiste du Président russe**.**

1-3 - L'OTAN est-elle en guerre avec la Russie ?

Il est nécessaire de rappeler que l'OTAN n'est pas en guerre contre la Russie, et elle n'est pas partie à la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine. L'Alliance apporte son soutien à l'Ukraine, qui exerce son droit à la légitime défense, consacré par la Charte des Nations Unies. L'OTAN ne cherche pas la confrontation avec la Russie. Face aux actions agressives de ce pays, elle continue de renforcer sa posture de dissuasion et de défense pour ne laisser aucun doute sur le fait qu'elle est prête à protéger et à défendre chaque Allié. **L'Alliance a une vocation défensive.**

[9] La Roumanie, avec ses 19 millions d'habitants, est le sixième pays de l'Union. Le Président Roumain ne dispose pas de tous les pouvoirs du Président français ni d'une majorité au Parlement roumain mais c'est bien lui qui représente le pays au Conseil des chefs d'Etats et de gouvernement européen. Et c'est lui aussi qui désigne le premier ministre.
Il dispose donc des moyens de bloquer aux côtés d'Orban et de Fico toutes les décisions de politique étrangère qui doivent être prises à l'unanimité, y compris les sanctions contre la Russie qui doivent être renouvelées dans quelques semaines. Il a aussi la capacité de créer une crise politique interne qui oblige à de nouvelles élections législatives que l'extrême droite emporterait visiblement sans difficulté dans le contexte actuel.
L'UE a réussi jusqu'ici à circonvenir la Hongrie d'Orban depuis 2022, même renforcé par la Slovaquie de Fico depuis 2023. Les choses deviendront plus difficiles si tout son flanc sud-est, voisin de l'Ukraine, devient un bastion pro Trump et pro Poutine.

L'OTAN cherche-t-elle la confrontation avec la Russie ?

La guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine a fait voler en éclats la paix et la stabilité en Europe et nuit gravement à la sécurité internationale. **Dans son concept stratégique, adopté en 2022, l'OTAN définit la Russie comme la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés**, ainsi que pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique. **Par la coercition, la subversion, l'agression et l'annexion, la Russie tente d'exercer un contrôle direct sur d'autres pays et d'établir des sphères d'influence**. Elle emploie des moyens conventionnels, cyber ou hybrides – y compris la désinformation – contre les Alliés et contre les partenaires.
L'OTAN ne cherche pas la confrontation et ne représente aucune menace pour la Russie. **L'Alliance continuera de répondre de façon concertée et responsable aux menaces et aux actes de ce pays, en renforçant sa posture de dissuasion et de défense.**

Après la Guerre froide, l'OTAN a-t-elle promis à la Russie qu'elle ne s'élargirait pas ?
Le mythe selon lequel les dirigeants occidentaux ont promis de ne pas laisser entrer d'autres pays dans l'OTAN circule depuis de nombreuses années, et cette soi-disant promesse est mentionnée dans les campagnes de désinformation du Kremlin[10].

L'OTAN est une alliance à vocation défensive qui mise sur la dissuasion

Les Alliés s'emploient ensemble à décourager toute agression et à faire en sorte que l'OTAN soit prête à défendre chacun de ses membres en cas d'attaque. Ce n'est pas l'OTAN qui a envahi la Géorgie en 2008. C'est la Russie. Ce n'est pas non plus l'OTAN qui a envahi l'Ukraine en 2014 puis en 2022. C'est la Russie.
Pendant des années, l'OTAN a fait beaucoup d'efforts pour tenter de nouer un partenariat stratégique avec la Russie. Le Conseil OTAN-Russie a été créé en 2002 avec des collaborations dans la lutte antidrogue, la lutte contre le terrorisme, le sauvetage des équipages de sous-marins ou les plans civils d'urgence.
C'est la Russie, par sa logique d'agression de plus en plus patente, de Grozny à la Géorgie en passant par Alep et l'Ukraine, qui a sonné le glas de cette coopération pacifique.
Les Alliés ont cherché sans relâche, par la voie de la diplomatie, à convaincre la Russie de changer de cap. En janvier 2022, l'OTAN a tenu la dernière réunion du Conseil OTAN-Russie pour demander au président Poutine de faire marche arrière. Le président Poutine a choisi la guerre.

L'OTAN entraîne-t-elle l'Europe dans une guerre avec la Russie ?

La Russie a déclenché une guerre contre l'Ukraine sans avoir été menacée par ce pays ni par aucun autre État européen. Elle a annexé, illégalement, la Crimée, en 2014, et elle s'est emparée de parties du territoire ukrainien à Donetsk et à Louhansk. Et, en 2022, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a marqué le début du conflit le plus sanglant que l'Europe ait connu depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'Ukraine a le droit, et la responsabilité, de protéger sa population. La légitime défense est un droit fondamental, consacré par la Charte des Nations Unies. Et l'OTAN a le droit de soutenir l'Ukraine, alors que celle-ci cherche à exercer son droit à la

[10] Les archives révèlent qu'au début des discussions sur la réunification de l'Allemagne, le secrétaire d'État américain James Baker et son homologue ouest-allemand, Hans-Dietrich Genscher, ont émis une telle idée et en ont parlé avec les dirigeants soviétiques en 1990, mais l'idée a été abandonnée.

légitime défense ainsi qu'à l'emporter et à rester un État européen souverain. La légitime défense et le soutien apporté dans l'exercice du droit à la légitime défense sont conformes au droit international.
En soutenant l'Ukraine et en s'employant à renforcer la capacité de ce pays d'assurer la dissuasion et la défense, l'OTAN contribue au maintien de l'ordre international fondé sur des règles ainsi que de la sécurité des populations de ses pays membres, soit un milliard de personnes.

Les opérations menées par l'OTAN, sous mandat de l'ONU

L'OTAN est intervenue en ex-Yougoslavie pour mettre fin au bain de sang et sauver des vies. Entre 1992 et 1995, elle a mené diverses opérations militaires **en Bosnie**, notamment pour imposer une zone d'exclusion aérienne et apporter un appui aérien à la force de maintien de la paix de l'ONU. Ces activités étaient menées **sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU**, **dont la Russie est membre**. Les frappes aériennes effectuées par l'OTAN contre des positions des Serbes de Bosnie ont contribué à ouvrir la voie à **l'accord de paix de Dayton**, qui a mis un terme à la guerre en Bosnie, laquelle avait fait plus de 100 000 morts. **À partir de 1996, l'OTAN a dirigé les forces multinationales de maintien de la paix en Bosnie, qui comprenaient des troupes russes.**
L'opération menée par l'OTAN au Kosovo en 1999 a été lancée après plus d'un an d'efforts diplomatiques intenses déployés par la communauté internationale, y compris la Russie, pour mettre un terme au conflit[11].
L'opération dirigée par l'OTAN en Libye en 2011 a été lancée en vertu de deux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (résolutions 1970 et 1973) qui n'ont suscité, ni l'une ni l'autre, l'opposition de la Russie[12].

Les déploiements de l'OTAN, une menace pour la Russie ?

Depuis l'annexion illégale de la Crimée par la Russie et la déstabilisation de l'est de l'Ukraine, l'OTAN a suspendu la coopération pratique avec Moscou, mais a maintenu le dialogue politique et militaire.
L'Alliance a renforcé sa posture de dissuasion et de défense. Elle a doublé le nombre de groupements tactiques multinationaux dans la partie orientale de son territoire, les faisant passer de quatre à huit.
Hors de son territoire, l'Alliance conduit une mission de maintien de la paix au Kosovo (la KFOR), qui tient son mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, **ainsi qu'une mission de formation et d'assistance en Iraq**, qui contribue à la lutte contre le terrorisme à la demande du gouvernement iraquien.
Les actions agressives de la Russie portent atteinte à la sécurité et à la stabilité internationales. Outre l'agression contre l'Ukraine, **la Russie a installé des bases militaires et stationné des troupes en Géorgie et en République de Moldavie sans le consentement des autorités de ces pays**.

---

[11] Le Conseil de sécurité de l'ONU a jugé à diverses reprises que le nettoyage ethnique au Kosovo et l'accroissement du nombre de réfugiés constituaient une menace pour la paix et la sécurité internationales. La mission de l'OTAN a contribué à faire cesser les violations constantes et à grande échelle des droits de la personne et à mettre fin au massacre de civils. La KFOR, l'actuelle mission de maintien de la paix menée par l'OTAN au Kosovo, est régie par un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU (résolution 1244) et bénéficie du soutien de Belgrade comme de Pristina.
[12] Dans sa résolution 1973, le Conseil autorisait la communauté internationale « à prendre toutes mesures nécessaires » pour « protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque ». C'est précisément ce que l'OTAN a fait, avec le soutien de pays de la région et de membres de la Ligue arabe.

La Russie encerclée par l'OTAN ?

Avec l'entrée de la Finlande dans l'OTAN, en avril 2023, la frontière terrestre de l'Alliance avec la Russie a plus que doublé. Pourtant, même ainsi, **la Russie,** le plus grand pays du monde, **ne partage que 11 % de ses frontières terrestres avec des pays de l'OTAN.**
Par contre pour la Russie se pose toujours la question de son accès difficile aux mers chaudes, donc de la Baltique et de la Mer Noire.
La mer Noire a été vue, dans les années 90, comme l'axe maritime d'une future région géoéconomique eurasienne, articulée sur le grand marché européen. Cette mer est redevenue un espace de confrontation dès 2008 avec l'intervention militaire russe en Géorgie, puis en 2014, avec l'annexion de la Crimée. En 2022, l'« opération militaire spéciale » russe contre l'Ukraine a mis en lumière les enjeux stratégiques et géopolitiques de la mer Noire, avec une forte capacité ukrainienne qui a réussi à neutraliser la flotte russe. La Turquie a fait valoir son rôle incontournable de blocage des détroits.

L'Ukraine dans l'OTAN[13] ?

32 Alliés ont décidé que l'Ukraine deviendrait membre de l'Alliance. L'OTAN soutient le droit de chaque pays, y compris l'Ukraine, de choisir ses propres arrangements de sécurité. La Russie n'a aucun droit de veto.
Au sommet de Washington, tenu en 2024, les Alliés ont réaffirmé qu'ils soutenaient pleinement l'Ukraine. L'Ukraine deviendra membre de l'Alliance lorsque les Alliés l'auront décidé et que les conditions seront réunies.
Les Alliés ont déclaré qu'ils continueraient d'aider l'Ukraine à suivre sa trajectoire irréversible vers l'adhésion à l'OTAN. Ils ont décidé d'établir le programme OTAN de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine (NSATU) afin de coordonner les livraisons d'équipements militaires ainsi que les activités de formation militaire organisées par les Alliés et leurs partenaires.

2 - De quoi Trump est-il le nom ?
Ruptures ou continuités du jeu géopolitique

Mais la menace est maintenant plus large. Depuis plusieurs années, les principes politiques et juridiques de la démocratie libérale sur lesquels repose l'Union européenne sont pris pour cible.
Sur le plan interne, les courants néo-nationalistes hostiles au libéralisme politique remettent en cause les valeurs européennes et prennent en modèle Poutine ou Trump.
À l'échelle internationale, l'Union européenne est désormais la seule grande puissance à ne pas être soumise à un exercice solitaire et autoritaire du pouvoir sur le plan politique et à la domination d'une oligarchie. À peine plus de cent jours après le retour de **Trump** à la Maison Blanche, il est désormais clair que la nouvelle Administration américaine est également lancée dans **une guerre idéologique et culturelle contre les « valeurs » et les principes du libéralisme politique et de l'économie sociale de marché au fondement de l'Union européenne**. La conférence

[13] Le traité fondateur de l'OTAN comporte une disposition claire qui ouvre la porte de l'OTAN à *« tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord »*. Cette politique n'a jamais changé. Aucun traité signé par les pays de l'Alliance et la Russie ne contient de dispositions qui interdiraient à l'OTAN d'accueillir de nouveaux membres. L'Organisation respecte le droit de chaque pays à choisir sa propre voie.

pour la sécurité à Munich a agi comme un révélateur de cette fracture au sein de l'Occident même.

2-1- Vers la fin de l'alliance atlantique ?

Fondée en 1949 au nom d'une histoire, d'une communauté de valeurs et d'un destin commun, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui structurait le monde occidental, est mise à mal avec le retour de Donald Trump au pouvoir
L'atlantisme s'appuie sur deux piliers interdépendants, **une communauté de valeurs** (démocratie, libertés individuelles, Etat de droit) **et une communauté d'intérêts** avec une vision partagée des enjeux stratégiques et des moyens d'y répondre pour créer une vraie communauté de défense et de sécurité
La dimension civilisationnelle, au nom d'une histoire et d'un destin communs, explique la longévité de l'Alliance, étendue désormais à 32 pays, avec l'adhésion de la Finlande (en 2023) et de la Suède (en 2024), que l'attaque russe en Ukraine a convaincues de sortir de leur neutralité. Mais c'est aussi sa faiblesse.

La solidarité euro-atlantique ne va plus de soi.
Le processus a été amorcé par Barack Obama au nom d'un pivot vers l'Asie, mais désormais Washington n'essaie même plus de sauver les apparences. **Donald Trump revient à l'impérialisme et à la force brute du XIXe siècle d'une Amérique avant tout centrée sur elle-même et sur sa zone d'influence**, sur le continent américain.

La fin du multilatéralisme ?
En à peine plus d'un mois à la Maison Blanche, le président des Etats-Unis **a effacé un siècle de politique étrangère américaine, commencée avec Woodrow Wilson** (1856-1924) et l'engagement américain dans la première guerre mondiale aux côtés des Français et des Britanniques.
Sortis renforcés du second conflit mondial, les Etats-Unis ont créé un nouveau système international autour des Nations unies, tout en se focalisant sur l'Europe à la fois avec les aides économiques massives du plan Marshall mais aussi en poussant à la construction communautaire. **L'alliance entre les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni structurait le monde occidental.**

Début mars, en quelques semaines, Donald Trump a torpillé l'Alliance atlantique. Il a démoli politiquement le pacte de défense collective qui unissait Américains et Européens depuis 1949. Si l'on comprend bien le raisonnement stratégique qui sous-tend cette décision, Washington estime que la solidarité transatlantique ne sert plus ses intérêts : la priorité n'est pas le sort de l'Ukraine, mais la normalisation avec la Russie de Vladimir Poutine. »

Sans dénoncer formellement l'OTAN, Trump a désarmé politiquement l'OTAN, il l'a vidée de ce qui fait la force d'une alliance de défense collective : la fiabilité.
Les alliés des Américains estiment que leur sécurité se joue en partie en Ukraine, pays non-membre de l'OTAN. C'est particulièrement vrai des Baltes, des Etats du centre et de l'est du Vieux continent, des Scandinaves aussi. Ils savent que Poutine a violé tous les traités signés par la Russie et garantissant l'intégrité des frontières en Europe. Ils prennent le président russe au sérieux quand il écrit que l'Ukraine n'existe pas, quand il sabote les ambitions europhiles de la Géorgie ou menace la Moldavie. Ils estiment, à juste titre, que l'expansionnisme poutinien ne se satisfera pas du Donbass et de la Crimée, mais vise Kiev : un gouvernement ukrainien à la botte du Kremlin.

Le revirement à 180 degrés de Trump fait douter de la crédibilité de l'allié américain. Que vaut la parole de Washington ? A tout le moins le message est-il clair : aux Européens de se débrouiller ; les Américains s'en vont ; la relation avec la Russie vaut bien une trahison. Tout naturellement, le retrait américain s'accompagne d'un dénigrement des partenaires européens.

L'explication la plus charitable y voit la volonté des Etats-Unis de Trump de détacher la Russie de la Chine. Le rapprochement américano-russe isolera l'empire du Milieu, principal et plus dangereux rival des Etats-Unis. **L'hypothèse est peu vraisemblable**. **Parions plutôt sur une autre configuration.** « *L'amitié sans limite* » conclue par Poutine et Xi Jinping en février 2022, quelques jours avant que les chars russes foncent sur Kiev, est solide. De multiples façons, les Chinois aident les Russes en Ukraine.
Dans le communiqué qui scelle leur « *amitié* », début février 2022, **Moscou et Pékin détaillent un objectif prioritaire : en finir avec « *l'hégémonisme occidental* » sur les affaires du monde.**

Trump va leur faciliter la tâche. Sur l'Ukraine comme sur d'autres sujets, il provoque un schisme au sein du monde occidental : il organise une forme de rupture, à tout le moins une fracture, entre l'Amérique et l'Europe. Autant de points engrangés par la Russie et la Chine dans la bataille pour en finir avec le soi-disant « *hégémonisme occidental* ». **Affaiblissant l'Alliance atlantique, Trump donne un coup de main au couple Poutine-Xi.**
Cette fois nous y sommes. L'architecture de sécurité européenne est profondément remise en cause.
La devise du Président Trump « celui qui sauve son pays ne viole aucune loi » montre que nous ne partageons plus nos valeurs fondamentales avec l'équipe dirigeant américaine. **Pour la France, pour l'Europe, la nouvelle posture américaine pose la vertigineuse question du remplacement des Etats-Unis** après trente années de dividendes de la paix. Aujourd'hui **notre sécurité ne repose plus sur un dispositif transatlantique solide, mais plutôt sur l'incapacité de notre adversaire russe à constituer une menace conventionnelle à l'échelle d'un continent. Il serait très imprudent de considérer cette situation comme acquise**. **L'armée russe accumule de l'e**xpérience, son dirigeant suprême ne rencontre dans son pays aucune limite sérieuse dans l'exercice de son pouvoir absolu. La dissuasion nucléaire a rendu la guerre impossible pendant soixante-dix ans, la menace nucléaire rend la guerre des Russes possible. Rien ne nous garantit que le potentiel offensif de la Russie ne va pas croitre dramatiquement dans les années qui viennent.
La France et l'Europe doivent donc réagir rapidement en se souvenant que l'inertie des mesures en matière de défense se mesure en plusieurs années. La fiabilité de l'OTAN comme instrument de couplage transatlantique de sécurité est durablement entamée, **l'Union Européenne n'est pas outillée** pour faire face à la situation. Les États membres ont des armées nationales solides, mais dont aucune n'est capable de résoudre seule le problème.

Donner à une coalition d'Européens des moyens et des objectifs adaptés à la situation.
La rédaction du **fameux article 5 du traité de Washington** qui définit le lien transatlantique de sécurité était rassurante et semblait créer un lien indéfectible : « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties* ».

Cette formule est ruinée par les positions de M. Trump et de son entourage[14]
Face à une idéologie aussi brutale, **le maigre rempart de l'article 5 du Traité de Washington semble d'autant plus fragile que cet article n'oblige pas à une réaction armée** puisque chaque partie peut engager « telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée ».

Il n'est plus raisonnable aujourd'hui de considérer comme certaine une intervention armée des États-Unis en Europe en cas d'attaque contre un État membre de l'OTAN. Or, l'architecture de sécurité transatlantique de l'OTAN repose non seulement sur la contribution en troupes et en capacités de l'armée des États-Unis, mais aussi **sur des mécanismes complexes de planification et de conduite de forces indispensables à la coordination d'armées nationales sur un théâtre d'opérations**. L'OTAN est une excellente machine à faire agir ensemble des armées nationales. Pour cela elle a développé une capacité de planification et de conduite de forces exercée par ses structures militaires sous commandement intégré auxquelles la France participe depuis 2009.
Ce dispositif repose très largement sur des effectifs américains, à commencer par son chef suprême le SACEUR, général américain commandant suprême des forces alliées en Europe mais aussi commandant des forces des États-Unis en Europe. Autrement dit, **un retrait américain nous priverait d'un allié qui représente non seulement à lui seul les deux tiers des dépenses militaires des 32 membres de l'Alliance Atlantique, mais qui est aussi au cœur de la machine complexe et sophistiquée de coordination des armées alliée**s. Si ce retrait devait intervenir, l'on pourrait peut-être négocier le maintien des effectifs américains dans certaines fonctions mais au prix de leur donner une vision totale de nos plans et un droit de veto permanent sur nos opérations. C'est le résultat de trente ans de développement des capacités militaires de l'Union Européenne « sans duplication inutile ».

2-2 - Trump accélère la déconstruction de l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale

L'expérience de Pierre Vimont, directeur de cabinet de plusieurs ministres des affaires étrangères français, ancien ambassadeur de France auprès de l'Union européenne, ainsi qu'aux Etats-Unis, secrétaire général du service européen pour l'action extérieure à Bruxelles, donne du poids à ses propos qui restent prudents[15].
Je retiens que, selon lui, « **Trump accélère la déconstruction de l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale**, car sa gestion de la politique étrangère est incertaine et imprévisible. Il n'a pas de pensée stratégique. »
« Poutine, lui « veut abattre l'ordre mondial tel qu'il a existé depuis 1945. Mais il ne semble pas désireux de rebâtir quelque chose. C'est une différence avec la Chine de Xi Jinping, qui veut réformer l'ordre international pour le mettre en adéquation avec ses intérêts nationaux. »
« Depuis plus de trente ans, s'est développée la multipolarité, avec de nouvelles coalitions de pays.
L'Ouest d'un côté, les pays du Sud global de l'autre, la Chine et la Russie ailleurs. »

---

[14] illustrées par cet échange intervenu à propos d'une opération en mer rouge entre Vance et le secrétaire à la défense, Hegseth: « Je déteste devoir à nouveau renflouer l'Europe » Réponse de Hegseth : « Je partage pleinement votre aversion pour les profiteurs européens. C'est pathétique. » *Signalgate.*
[15] « Poutine veut abattre l'ordre mondial tel qu'il a existé depuis 1945 » Le Monde - 8-9 mai 2025
Pour Pierre Vimont, l'Europe vivra longtemps dans une situation de forte instabilité, même en cas de cessez-le-feu en Ukraine

L'alliance entre les Etats-Unis et l'Europe est-elle sur le point de rompre avec Donald Trump ? « **Je n'en suis pas sûr**. Le sentiment dominant est qu'une nouvelle configuration peut émerger, qui ne serait pas un retrait pur et simple des Etats-Unis, mais, peut-être, une réduction de leurs forces conventionnelles en Europe. Et, surtout, la dissuasion nucléaire américaine, clé pour la sécurité européenne, devrait être maintenue. En somme, la défense pour les Européens, la dissuasion pour l'Amérique… »

Sur l'ordre de sécurité en Europe, « les objectifs de la Russie concernant l'Ukraine sont précis et ciblés : démilitarisation et neutralité du pays, « dénazification », une sorte de contrôle politique sur son voisin. Cette approche est inacceptable pour les Européens. »

Sur la crainte d'une attaque de la Russie, **« l'armée russe a du mal à progresser en Ukraine**. Cela ne donne pas le sentiment d'une armée capable de s'engager, demain, dans une agression directe de pays de l'OTAN. D'aucuns redoutent cependant une agression ponctuelle, très rapide. **En réalité, personne n'en sait rien, mais il est assez probable que nous allons vivre en Europe, pendant longtemps encore, une situation de fortes instabilité et insécurité, même en cas de cessez-le-feu en Ukraine**.
Deux paranoïas se font face en Europe. La Russie est convaincue que l'OTAN n'a qu'un objectif, l'attaquer pour la détruire. Les Européens, notamment les plus proches de la frontière russe, ont l'obsession d'une attaque russe.
La vraie question est de savoir comment arriver à surmonter ce profond et mutuel sentiment de menace existentielle. »

Olivier Wieviorka[16] relativise la thèse courante selon laquelle nous assisterions actuellement à l'effondrement du système international qui a émergé au sortir de la seconde guerre mondiale. Il nous rappelle le rôle plus structurant de la guerre froide que du multilatéralisme (autour de l'ONU) dans la structuration de l'ordre mondial né après 1945. La fin de la guerre froide, marquée par la chute du mur de Berlin en 1989, a disloqué cet ordre sans véritable dessein. La conclusion s'impose, en particulier pour nous, citoyens de l'UE. « *Il est sans doute préférable d'affronter le présent en le regardant lucidement, plutôt que de se référer à l'héritage de la seconde guerre mondiale, que les Etats-Unis comme la Russie fouleraient aux pieds.* »

Le terme « chaos » décrit ce qui se passe au département de la défense américaine

Le point de vue de John Bolton[17], conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis entre 2018 et 2019, avant de rompre avec Donald Trump, mérite d'être bien compris.
Il dénonce la désinvolture du président américain en matière de politique étrangère et analyse le chaos qui s'installe à la tête du département de la défense.
Il en tire une conclusion qui nous interroge : « *De nombreux Européens ont considéré que l'approche chaotique par Trump des enjeux de sécurité nationale était une occasion de jeter les bases d'une Europe post-américaine. Ce serait une grave erreur stratégique,*

[16] L'ordre mondial né après 1945 était déjà disloqué à la fin du XXe siècle Olivier Wieviorka - Le Monde - 8-9 mai 2025
[17] Le terme « chaos » décrit ce qui se passe au département de la défense américaine - Le Monde - 7 mai 2025
« Aux yeux de Trump, les relations internationales se résument à peu près à ses liens personnels avec les dirigeants étrangers. S'il noue une relation chaleureuse avec Vladimir Poutine, alors, pense-t-il, l'Amérique et la Russie ne pourront entretenir que de bons rapports en tant qu'Etats. Et l'inverse est également vrai.
Comment, dans ces conditions, Trump négocie-t-il la *« guerre de Biden »*, en Ukraine ? En envoyant un ami proche, Steve Witkoff – un autre professionnel de la négociation immobilière new-yorkaise –, rencontrer Poutine, ce qu'il a fait, à cette date, quatre fois depuis son investiture. Witkoff ne sait rien ou presque de la Russie, de l'Ukraine ou de l'OTAN, mais il rencontre Poutine en tête-à-tête, plusieurs heures durant.»

qui compromettrait les chances d'un redressement substantiel des capacités politico-militaires des pays membres de l'OTAN. »
Autrement dit, l'UE devrait faire le gros dos, et chercher à limiter les dégâts en se projetant dans l'après-Trump, au lieu de construire sa souveraineté et son autonomie stratégique. Il me semble que les deux devraient aller de pair.

La menace que représente l'alliance Pékin-Moscou perdurera des décennies si nous n'y répondons pas efficacement. Gardons à l'esprit que Trump ne dispose que d'un peu moins de quarante-cinq mois. Envisager l'avenir comme s'il était là à jamais est aussi illusoire que ses tentatives de trouver un accord avec la Russie et l'Iran. **Les défenseurs sérieux de la sécurité occidentale s'efforceront au lieu de cela de pallier sa désinvolture et son ignorance des sujets qui importent, en faisant en sorte de limiter les dégâts supplémentaires qu'il pourrait infliger à l'OTAN et au commerce international, avant de commencer à poser les bases d'un monde post-Trump. Et le plus tôt sera le mieux.**

La relation russo-chinoise se porte à merveille

C'est en bonne partie grâce à la Chine que la Russie parvient à maintenir son économie à flot et à faire tourner son industrie de la défense pour alimenter sa guerre en Ukraine ; visiblement, ce soutien ne faiblit pas. Mieux encore : **la stratégie de Donald Trump visant à affaiblir la Chine, son obsession, a plutôt pour effet jusqu'ici de renforcer son leader, Xi Jinping**. Dans la guerre commerciale lancée par Trump avec des droits de douane de 145 % sur les produits venant de Chine, Xi ne capitule pas. A l'opposé de Trump, impatient, Xi et Poutine, vieux routiers de l'autocratie, savent où ils vont et jouent le temps long.

Ainsi, quatre-vingts ans après la fin de la seconde guerre mondiale, **la seule certitude est que l'ordre international qui lui a succédé s'est effondré et que celui qui doit le remplacer reste à construire**. Poutine et Trump démolissent l'édifice ; Xi Jinping, lui, a beau jeu de se poser en défenseur de ce qui reste de multilatéralisme contre la loi de la jungle. Il vient de faire une tournée réussie en Asie du Sud-Est pour récolter les fruits de l'incertitude semée par son grand rival américain. Attention, a averti le ministre de la défense singapourien, Ng Eng Hen, à la Conférence de Munich sur la sécurité en février : comme en Europe, **l'image des Etats-Unis se dégrade en Asie, et la Chine ne demande qu'à en profiter.** En visite, mi-mai, dans les pays du Golfe, Donald Trump aura tout le loisir de tester son influence dans une région livrée à un autre chaos, le Moyen-Orient. »

3 - La réaction de la France et de l'UE

L'Union européenne peut-elle faire ce qu'il faut ?
Que doivent faire les Européens ?

- reconstruire une industrie de défense qui permettrait aux armées européennes de se passer des équipements américains ;
- rebâtir une architecture de sécurité qui ne fasse plus appel aux États-Unis ;
- trouver de nouveaux alliés pour préserver le multilatéralisme et le droit international.

Mais l'UE peut-elle mener à bien des chantiers aussi colossaux ?

Il faudra en passer par des formats *ad hoc* en dehors des institutions de l'Union. **Bref à la fois renforcer le fédéral et l'intergouvernemental.**

A priori, la tâche n'a rien d'insurmontable. En 2023, le PIB de l'UE est 8 fois celui de la Russie. Les dépenses militaires cumulées des pays de l'UE, 326 milliards d'euros en 2024, sont 2,5 fois supérieures aux dépenses militaires russes, malgré la mobilisation totale du pays pour la guerre contre l'Ukraine.

3-1 - Réaffirmer le soft power de l'UE face à Poutine et à Trump

Joseph S. Nye, l'auteur du **concept de soft power, est mort au moment où il est radicalement remis en cause par le président du pays qui en a tiré le plus grand profit, les Etats-Unis**.

Dans les années 1970, **Joseph Nye a participé à l'émergence d'une nouvelle école des relations internationales, le néolibéralisme (dans le sens anglo-saxon), qui répond à un néoréalisme privilégiant le rapport de force (représenté par Kissinger).**
Au contraire, le néolibéralisme met en avant le concept d'interdépendance pour tenter de répondre à la complexité d'un monde plus fragmenté que ne laisse entendre la division entre blocs. Selon cette théorie, les pays peuvent devenir si étroitement liés économiquement que la force militaire cesse alors d'être le facteur le plus important entre eux.
Ce courant de pensée, durablement influent, fait de la coopération internationale entre les Etats un facteur de réduction des conflits.
Joseph S. Nye définit le concept de soft power, par « la capacité d'influencer les autres par l'attraction et la persuasion plutôt que par la coercition et l'achat »[18].
« Dans le Financial Times, début mars, il rappelait ainsi que le soft power, contrairement à ce que peuvent en dire ses détracteurs, **« n'est qu'une partie de la puissance d'un pays. Il doit être associé à la puissance dure de manière à se renforcer mutuellement plutôt qu'à se contredire ».**
« **Le vrai réalisme ne néglige pas les valeurs libérales ou le soft power. Mais les narcissiques extrêmes, tels que Trump, ne sont pas de vrais réalistes, et le soft power américain aura du mal à s'imposer au cours des quatre prochaines années », pronostiquait-il sombrement.** »

L'un des éléments caractéristiques clés des nouvelles relations internationales auxquelles les Européens sont confrontés aujourd'hui réside dans **une « alliance »** – non formalisée – **d'oligarchies autoritaires et illibérales constituées autour des orbites américaine, chinoise et russe**. Cette « alliance » contre nature trouve son point de convergence dans l'attaque contre ce qu'incarne l'UE : une communauté politique et juridique qui reste attachée à un ordre constitutionnel qui protège les libertés et la règle de droit et repose sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs. Éliminer ce modèle, ce serait ouvrir la voie à l'exercice arbitraire du pouvoir, remettre en cause l'égalité entre les citoyens et ouvrir la voie à l'utilisation du pouvoir politique pour l'enrichissement financier de quelques-uns.

---

[18] Joseph S. Nye, politologue américain - Le Monde -11 mai 2025
« Cette idée de « puissance douce » assoie d'autant plus sa réputation que les Etats-Unis triomphent à la même époque de la guerre froide. Il verra dans l'invasion funeste de l'Irak, en 2003, une preuve par l'absurde de la pertinence de ses idées. »
« Après le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, il déplorait que « son passé dans l'immobilier new-yorkais lui ait donné une vision tronquée du pouvoir, limité à la coercition et aux transactions », comme le prouvaient ses déclarations relatives au Panama, au Canada ou au Groenland. »

Ce sont des causes historiques, politiques et géopolitiques qui réunissent les États et les citoyens de l'Union européenne. C'est là que se trouve d'ailleurs la valeur fondatrice de l'Europe : **l'union a d'abord fait la paix et ancré la démocratie avant de faire la force**. Autrement dit, **la valeur fondatrice de l'Europe réside dans la nécessité de rester unis, c'est-à-dire unis géopolitiquement, et de se protéger du retour à la tentation autoritaire, dictatoriale voire totalitaire.** Les Européens se sentent Européens parce qu'ils savent que leurs histoires (passées et futures) sont indissociables et qu'ils constituent une communauté de destin.
C'est pourquoi les Européens doivent défendre coûte que coûte leurs principes politiques et démocratiques et leur modèle de société mis en danger par **l'émergence d'un nouveau régime de la politique internationale. Celui-ci est caractérisé par le passage d'une opposition entre démocraties libérales et régimes autoritaires à un ordre international désormais dominé par le double clivage entre oligarchies et non-oligarchies sur le plan politique, d'un côté, et entre économie de marché libérale et capitalisme illibéral, de l'autre**.

Pour résister, les Européens doivent maintenir leur cohésion et leur unité autour des principes politiques au fondement de l'UE. Et ils doivent montrer qu'ils sont une force géopolitique qui se fait respecter, qui a de nombreux alliés, et qui soutient ceux qui veulent suivre sa voie. Si l'Union européenne devient le point de ralliement des démocraties libérales et des économies ouvertes, si son soutien à l'Ukraine reste suffisamment fort même dans l'adversité et si les Etats membres se dotent des moyens de se protéger efficacement et de façon solidaire contre un envahisseur potentiel, alors **l'Union européenne peut non seulement protéger sa souveraineté mais aussi renforcer son identité collective[19].**
Le problème est que l'Union européenne est fragmentée. La question clé est donc de savoir comment organiser un tel système politique fragmenté ?

En définitive, la défense de l'Europe passe par un soutien militaire à l'Ukraine qui soit efficace, mais également par la capacité des Européens à maintenir une première ligne de protection crédible et rapidement disponible pour assurer la défense du territoire européen, et ce même en l'absence des capacités conventionnelles, voire du parapluie nucléaire, des Américains. La mise en place d'un programme industriel de défense et d'un bouclier antimissile européens ainsi que l'extension de la dissuasion nucléaire française en Europe et le développement de bases militaires permanentes européennes dans les pays les plus proches de la Russie font partie des pistes envisagées.

3-2 - Construire un « pilier européen » de l'OTAN

Sur le Vieux Continent, les membres de l'Alliance atlantique tentent de réduire leur dépendance aux Etats-Unis
L'idée que les Européens prennent davantage en charge leur propre défense collective, assurée depuis soixante-quinze ans par l'Alliance atlantique, au sein de laquelle les Etats-Unis occupent un rôle prééminent, est en train de s'imposer aux capitales du Vieux Continent.

[19] Jean Monnet avait, au début de la Seconde Guerre mondiale puis à son lendemain, pensé que l'unité militaire était la condition de l'indépendance. Et l'unité militaire rendait nécessaire l'unité économique. Avec le refus de la France d'accepter la Communauté européenne de défense en 1954, il fallut renverser les choses et commencer par l'union économique. **L'Union européenne a aujourd'hui l'occasion de réaliser le rêve de Monnet, en faisant son union militaire et géopolitique après avoir fait l'union économique**.

Le fait que les Etats-Unis de Donald Trump aient décidé de tourner le dos à l'Europe de manière volontaire pour se concentrer à la fois sur leurs propres frontières et sur l'Asie – avec la Chine en ligne de mire –, tout en se rapprochant de la Russie de Vladimir Poutine, laisse les Européens face à un chantier énorme.

Les Européens ont commencé à se mettre en ordre de bataille pour tenter de proposer ce rééquilibrage, d'abord au sens financier, puis en matière d'équipements et de troupes déployées.
Quant à la question d'une éventuelle évolution de la gouvernance de l'OTAN afin que les Européens y prennent plus de responsabilités au sein de la hiérarchie militaire, les alliés ne sont pas encore prêts à se lancer dans des négociations aujourd'hui jugées bien trop hasardeuses. Un retrait de soldats américains serait soutenable pour l'Europe, si les Etats-Unis maintiennent leur parapluie nucléaire ainsi que le poste de commandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur), occupé aujourd'hui par le général américain Cavoli.

Quels sont les besoins concrets pour l'Europe ?
Selon les projections de l'Otan, en cas d'attaque russe contre un membre européen de l'Alliance atlantique, les 100 000 soldats américains présents sur le continent seraient rejoints par 200 000 hommes supplémentaires.
Nous nous sommes donc basés sur la nécessité d'équiper 300 000 soldats, soit environ 50 brigades européennes. En prenant pour référence le 3e corps d'armée américain, il faudrait au minimum 1 400 chars, 2 000 véhicules de combat d'infanterie et 700 pièces d'artillerie.
C'est plus que ce qui existe actuellement dans les armées de terre française, allemande, italienne et britannique combinées. **Il faudrait aussi des capacités aériennes, des missiles de longue portée, des capacités en communication et renseignement, satellitaires, etc.**

« La question est de savoir si la transition se fera de façon organisée et concertée avec les Américains ou par une série de décisions prises à l'emporte-pièce », rappelle Camille Grand, ancien secrétaire adjoint de l'OTAN et un des coauteurs d'une étude du Belfer Center de Harvard de février, intitulée « Un nouveau marchandage transatlantique »[20].

3-3 - Concrètement, que peuvent faire les Européens face à Trump ?

Chacun s'accorde à dire que le contexte actuel contraint les Européens à se mobiliser face à ce qui s'apparente à la fin de l'alliance transatlantique. Mais concrètement, quelles mesures devraient être prises, et par qui exactement ? Est-il possible d'agir conjointement dans le cadre d'une UE à 27 dont les dirigeants ne sont pas nécessairement d'accord sur tout ?

Chacun s'attendait à un Donald Trump plus dur lors de son second mandat que lors du premier, mais personne n'avait anticipé un tel alignement sur Vladimir Poutine.

[20] Dans ce document détaillé, plusieurs chercheurs estiment que pour construire un « pilier européen » au sein de l'OTAN, les Européens devront prendre en charge à terme « 70 à 80 % » des forces déployées sur le flanc est et des « facilitateurs », soit les équipements indispensables à un vaste effort militaire : avions de transport de chars, matériel de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, moyens de guerre électronique, défense antiaérienne, missiles à longue portée, etc. « De manière urgente, l'Europe devrait remplacer les 20 000 soldats américains déployés en Europe » après l'invasion russe de février 2022, en renfort des 80 000 militaires déjà stationnés sur le continent, assure enfin l'étude du Belfer Center. Les observateurs s'attendent à ce que ces troupes soient redéployées hors d'Europe, même si officiellement les Etats-Unis n'ont encore rien décidé.

La plupart des responsables européens ont pris la mesure de ce changement d'ère. Y compris les plus fervents atlantistes comme la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Kaja Kallas, qui estimait le 28 février dernier qu'« il est devenu clair que le monde libre a besoin d'un nouveau leader », ou encore Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, toujours très attentive jusqu'ici à ne jamais fâcher Washington.
C'est le cas également du futur chancelier allemand Friedrich Merz qui a affirmé que sa « priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible pour obtenir peu à peu une véritable indépendance vis-à-vis des États-Unis ».
C'est le cas, enfin, de Donald Tusk, le premier ministre polonais, qui cherche désormais lui aussi une alternative au parapluie nucléaire américain disparu.

L'Union européenne vient certes d'adopter, le 6 mars dernier, le plan ReArm.
Le montant global annoncé – 800 milliards d'euros – est impressionnant, supérieur aux 750 milliards d'euros mobilisés en 2020 avec Next Generation EU face à la pandémie de Covid-19.
Mais quand on y regarde de plus près, on se rend compte qu'aucun argent nouveau supplémentaire n'est en réalité mis sur la table à l'échelle de l'Union.
L'exclusion des dépenses militaires des règles du pacte de stabilité marque bien sûr une évolution positive des politiques européennes. Mais la hausse des budgets militaires que cette réforme devrait faciliter restera gérée à un niveau purement national et continuera de peser sur les finances publiques des États.
Le changement des règles pour permettre à la Banque européenne d'investissement (BEI) de financer des projets de défense était certes attendu, mais il ne s'accompagne pas d'une augmentation du capital de la banque. Cet effort restera donc limité. **La réorientation de 150 milliards d'euros de prêts prévus dans le cadre de Next Generation EU vers le financement de projets communs de défense se fera aux dépens des transitions énergétique et numérique**. Quant à la réorientation des fonds de cohésion, elle se fera, elle, aux dépens de la lutte contre les inégalités territoriales.

Il manque une nouvelle dette commune et la saisie des avoirs russes
Il manque à ce plan deux volets qui auraient marqué un véritable sursaut européen : un nouvel endettement commun et **la saisie des 235 Milliards d'euros d'avoirs russes gelés en Europe,** et plus seulement des intérêts qu'ils dégagent.
Mais pour l'instant, les divisions ont empêché l'UE de s'engager dans cette voie. La Hongrie de Viktor Orban n'est cette fois pas la seule à s'opposer à une telle saisie.

Concrètement, remplacer les capacités américaines en Europe coûterait environ 250 milliards d'euros par an pour financer l'équipement et les ressources en personnel. C'est une somme importante, mais **c'est moins de 1,5 % du PIB européen. Cela correspond au passage de l'objectif de 2 % à 3,5 % du PIB consacrés à la défense dont on parle à l'Otan**. C'est dans l'ordre de grandeur de ce qui a été fait pour faire face à la crise du Covid. Et il faut bien comprendre que **si, un jour, on doit faire face à une attaque, cela coûtera beaucoup plus cher. La défense est un investissement à haut rendement.**

Là où l'UE peut néanmoins déjà jouer un rôle, c'est en matière de renforcement de l'industrie de défense, domaine dans lequel elle dispose d'outils et de moyens significatifs. La tâche est énorme parce que cette industrie a été très affaiblie après la chute du mur de Berlin dans tous les domaines traditionnels.

La tâche est aussi très délicate sur le plan politique.

Inciter les industriels à coopérer et à fusionner
Le nouveau contexte géopolitique va-t-il permettre d'enfin surmonter ces blocages ? Pour que l'UE puisse inciter efficacement les industriels de l'armement à collaborer bien davantage voire à fusionner, il faudra qu'elle ait suffisamment d'argent à mettre sur la table.
Dans le domaine militaire au sens strict ainsi que dans celui du renseignement, il reste en revanche improbable qu'on parvienne à progresser significativement à 27. Il faudra compter avant tout sur des coalitions de pays volontaires hors du cadre formel de l'UE, d'autant qu'il faudra nécessairement y associer des pays non membres comme le Royaume-Uni, la Norvège, la Turquie voire le Canada ou l'Australie.
C'est déjà le cas, par exemple, pour le projet consistant à assurer une protection aérienne à l'Ukraine, pour le déploiement d'une éventuelle force d'interposition en cas de cessez-le-feu ou encore pour construire un bouclier antimissile européen.
Au-delà, devrait se poser rapidement la question d'une alliance de sécurité pérenne capable de se substituer à une OTAN désormais dépassée. Ce sera nécessaire en particulier pour formaliser l'extension éventuelle de la protection nucléaire française et britannique à d'autres pays européens, comme le souhaitent la Pologne et l'Allemagne. Là aussi, cette nouvelle architecture collective de sécurité européenne, qui devra prendre le relais de l'OTAN en préservant son savoir-faire, devra probablement démarrer en dehors du cadre formel de l'UE.

Se rapprocher des autres alliés des États-Unis et se tourner vers le Sud global
Enfin, l'UE et les autres États européens doivent d'urgence agir pour protéger le multilatéralisme et le droit international face à Donald Trump. Pour cela, il leur faut d'abord **resserrer leurs liens avec les pays du G6** (le G7 moins les États-Unis, à savoir **le Japon et le Canada), mais aussi avec la Corée du Sud ou encore l'Australie** – pour coordonner leurs réponses aux agressions du président des États-Unis.
Parallèlement, l'UE doit se tourner vers le Sud global
– l'Indonésie, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud… – pour moderniser avec eux le cadre multilatéral existant, en leur y donnant plus de place, ce qui contribuera à faire barrage à la volonté de Donald Trump de détruire le droit international. Il sera essentiel, en particulier, de sauver l'accord de Paris et la lutte contre le changement climatique, en coopérant étroitement sur ce dossier avec la Chine pour contrer les États-Unis.

Bref, les Européens ont a priori les moyens de contrer Donald Trump et Vladimir Poutine ; mais leur principale difficulté consiste à parvenir à mobiliser ces moyens efficacement. Il restera sans doute souvent difficile d'y parvenir dans le cadre de l'UE et il faudra probablement recourir, dans beaucoup de dossiers, à d'autres formats.

Conclusion

Articuler la diplomatie à la sécurité. La leçon de Josep Borrell pour débloquer la puissance européenne[21]

[21] Le Grand Continent / Groupe d'études géopolitiques - 3 décembre 2024 - *Réconcilier « les discours du dimanche et les actions du lundi ». C'est le sens de la mission que s'était fixée il y a cinq ans Josep Borrell, lorsqu'il a entamé dans son mandat de Haut Représentant. Dans ce texte personnel, le premier depuis qu'il a quitté ses fonctions, il dresse une rétrospective et bilan critique — tout en suggérant quelques pistes pour aller de l'avant.*

« J'ai été nommée HR/VP par le Conseil européen du 2 juillet 2019 aux côtés de Charles Michel, choisi comme président du Conseil des chefs d'État et de gouvernement, et d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission.
Dans sa forme actuelle, **la fonction de HR/VP est définie par le traité de Lisbonne de 2007**. Le HR/VP est choisi avant les autres commissaires par le Conseil européen car **il a deux rôles : Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité (HR) d'une part et vice-président de la Commission (VP) d'autre part**.

S'il y a une leçon que j'ai tirée de ce mandat, c'est l'urgente nécessité de changer de règles du jeu. Il sera probablement nécessaire d'introduire une sorte de majorité super-qualifiée ou au minimum une règle d'unanimité moins un ou deux États. Mais dans la perspective de nouveaux élargissements, la règle de l'unanimité devra de toute façon être remplacée.

Apprendre à parler la langue de la puissance

En 2019, j'avais résumé la mission principale de mon mandat devant le Parlement européen par une phrase souvent reprise depuis : **« *L'Union européenne doit apprendre à parler le langage de la puissance* ». Et j'ajoutais que « *nous avons les instruments pour mettre en œuvre une politique de puissance. Notre défi est de les mettre au service d'une stratégie* ».**
Face à l'utilisation croissante par d'autres acteurs — la Chine, mais pas seulement — des relations économiques comme des armes au service de leur propre politique de puissance, nous avons longtemps été trop naïfs. *« Nous sommes une puissance normative clef dans l'établissement de règles et de normes mondiales. Nous avons une politique commerciale commune puissante. Puissante parce qu'elle est commune »*, avais-je souligné à l'époque devant les membres du Parlement.

C'est l'un des domaines où les choses ont le plus bougé au cours du mandat qui s'achève. **Dans le domaine numérique, nous avons pris un certain nombre de mesures fortes** pour discipliner les géants du secteur**,** notamment les grandes plateformes de réseaux sociaux, et les contraindre à respecter nos valeurs et les droits et libertés des Européens. **Nous avons introduit des contrôles plus stricts sur les investissements étrangers en Europe, ainsi que des mesures pour lutter contre le dumping** des acteurs étrangers bénéficiant de subventions publiques massives. Nous avons renforcé les contrôles sur les exportations sensibles, notamment celles susceptibles d'être utilisées à des fins militaires. Nous avons commencé à évaluer précisément les risques liés à notre trop grande dépendance vis-à-vis de certains pays fournisseurs afin de les réduire.
Nous n'avons pas non plus hésité à recourir, si nécessaire, à des sanctions économiques de grande ampleur.

Dans le mandat de HR/VP, la sécurité et la défense sont aussi importantes que les affaires étrangères
Mon appel à « apprendre à parler le langage de la puissance » concernait bien sûr en premier lieu la politique de défense de l'Union. Le HR/VP a non seulement un double rôle entre Conseil et Commission, mais aussi dans le domaine des affaires étrangères et de la politique de sécurité**. Il préside le Conseil des ministres de la défense et dirige l'Agence européenne de défense**, qui est chargée de coordonner l'innovation en matière de défense au sein de l'Union et les politiques d'acquisition des forces armées européennes. **Le HR/VP est assisté par un État-major de l'Union et lance et coordonne les missions civiles et militaires européennes déployées dans le monde**. Neuf missions de ce type ont été lancées au cours de mon mandat, dont l'opération Aspides début 2024

pour aider à préserver la liberté de navigation en mer Rouge. **Le HR/VP gère également la Facilité européenne pour la paix**, un fonds intergouvernemental créé en 2021 pour aider nos partenaires en matière d'équipements de défense, un rôle que le budget de l'Union ne peut pas jouer. Elle a notamment joué un rôle central dans notre soutien militaire à l'Ukraine. **Enfin, le HR/VP dirige le Centre satellitaire européen, principal outil de l'Europe pour fournir des renseignements** aux États membres et aux dirigeants européens.

Le traité de Lisbonne visait à renforcer la coordination entre le volet intergouvernemental et le volet communautaire, en évitant les doubles emplois, les chevauchements et les conflits de compétences. Dans ce contexte, le HR/VP a été chargé d'élaborer une politique de sécurité et de défense commune, la fameuse PSDC. Dans la nouvelle Commission, il existe désormais un commissaire européen dédié à la défense.

Dès le début de mon mandat, j'ai considéré que, dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu, l'aspect défense de la fonction de HR/VP était aussi important que l'aspect affaires étrangères. C'est pourquoi j'ai immédiatement lancé l'élaboration de la Boussole stratégique, sorte de livre blanc de la défense européenne destiné à mettre d'accord nos États membres sur la nature des menaces et à définir ensemble les actions prioritaires.

En 2019, j'avais également fait remarquer aux députés européens que nos dépenses militaires combinées étaient « *supérieures à celles de la Chine. Bien supérieures à celles de la Russie*. ***Nous sommes les deuxièmes après les États-Unis. Nous dépensons 40 % de ce qu'ils dépensent, mais notre capacité de défense est beaucoup plus faible en raison de la fragmentation et de la duplication. Nous devons dépenser mieux et la meilleure façon de dépenser mieux est de dépenser ensemble*** ».
S'il n'est pas question de créer une véritable armée européenne dans un avenir proche, il est impératif en effet de coordonner plus étroitement les armées nationales. Cela vaut en particulier pour leurs équipements militaires, afin de parvenir à une interopérabilité totale tout en comblant les lacunes et en évitant les doublons inutiles.

Consolider et dynamiser nos industries de défense

Si nous voulons être en mesure de reconstituer les stocks de nos forces armées, de soutenir l'Ukraine au niveau nécessaire, de réduire notre trop grande dépendance extérieure et de préparer l'avenir en développant les équipements de défense de demain, il est urgent de faire un effort important pour consolider et dynamiser nos industries de défense. **Depuis 2022, nous avons déjà doublé notre capacité de production de munitions d'artillerie, notamment grâce à l'action de mon collègue le commissaire Thierry Breton**, mais il faut encore faire plus dans ce secteur et dupliquer cet effort dans les autres.
C'est pourquoi, **au printemps 2024, nous avons préparé et présenté la première stratégie européenne de l'industrie de défense.**

L'urgence d'un soutien financier à notre défense
Pouvons-nous attendre 2028 et le prochain cadre financier pluriannuel européen pour commencer à soutenir notre industrie de la défense de manière plus substantielle qu'aujourd'hui [8] ? Je ne le crois pas. Comme nous l'avons décidé face à l'urgence majeure que représente la pandémie Covid-19, **la menace existentielle que représente**

pour l'Europe l'agression de la Russie de Poutine justifierait pleinement l'émission d'une dette commune européenne pour y faire face, et en particulier pour soutenir notre défense et notre industrie de défense.
En 2019, j'avais aussi consacré une partie de mon discours d'audition à l'OTAN. À l'époque, il existait encore une tension importante au sein de l'Union européenne entre les partisans d'une plus grande « autonomie stratégique » et ceux qui craignaient que tout effort spécifique en faveur d'une défense européenne n'affaiblisse l'OTAN et, par conséquent, la sécurité européenne.

L'un des résultats les plus positifs de ces cinq dernières années a été la disparition complète de ce qui était en réalité déjà largement un faux débat à l'époque. **Après le résultat des dernières élections présidentielles américaines, tout le monde en Europe s'est rendu compte que l'engagement américain en faveur de la sécurité européenne était devenu plus incertain. Et après l'agression russe contre l'Ukraine, chacun s'accorde désormais à dire qu'il faut à la fois que nous fassions un effort important en matière de défense et que nous continuions à œuvrer pour le maintien et le renforcement de l'OTAN en construisant en son sein un solide « pilier européen »**. Même s'il reste à clarifier comment un tel pilier devrait fonctionner en pratique et comment il devrait être articulé avec la politique de sécurité de l'Union.

En conclusion, sous la pression de crises majeures, nous avons fait des progrès significatifs depuis 2019 pour apprendre à parler le langage de la puissance. Toutefois, compte tenu de la détérioration rapide de notre environnement géopolitique, il reste encore beaucoup à faire pour écarter le risque que l'Europe cesse à l'avenir d'être un acteur pertinent sur l'échiquier mondial. **En ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité européenne, nous avons encore beaucoup à progresser pour réussir à combiner efficacement le pouvoir des États membres et les politiques gérées par la Commission et pour combler le fossé entre « les discours du dimanche et les actions du lundi.**

***

Le débat

***

J'aimerais insister sur une partie. Le modèle Trump Poutine Xi Jinping n'est pas le plus efficace. Le modèle européen arrive à gérer des crises financières, sanitaires et maintenant Ukraine. La East African Community prend l'Europe comme modèle. Notre modèle fait partie de notre soft power.

Construire une vraie posture de défense et de sécurité européenne passe à la fois par plus d'intergouvernemental et plus de fédéralisme. L'intergouvernemental, entre notamment la France, le Royaume Uni, l'Allemagne, la Pologne (et d'autres quand c'est nécessaire) fonctionne. Mais les pouvoirs illibéraux en Hongrie et Slovaquie fragilisent l'Europe. La Commission a bien joué son rôle. Les nouveaux commissaires ont encore à apprendre. Leur question est la réalisation d'actions communes à 27 ou dans des rassemblements de pays.
Notre histoire est unique au monde.

Nous sommes au pied du mur face à la menace russe. Même la coalition actuelle n'a que deux pays prêts à mettre des forces armées sur le terrain : Anglais et Français. Polonais et Allemands ne s'engagent pas. L'Europe est aussi affaiblie par le fait que démocratie chrétienne et sociaux-démocrates ne dominent plus le parlement européen.
Les positions prises par l'Europe sur l'immigration ont changé la manière dont nous sommes vus en Afrique. Combien de temps l'Union Européen va résister aux pressions des lobbies américains sur les réseaux sociaux ?
Nous restons sur des balbutiements sur la défense commune.

La menace russe : il est important de définir une présence physique sur le territoire ukrainien. Polonais et Allemands hésitent mais ils n'ont pas l'expérience des Britanniques et des Français. C'est en marchant qu'on peut créer des dynamiques. Ce n'est pas évident. Notre armée est très complète : air, mer, terre, satellites, nucléaire…
Le soft power européen a des trous dans la raquette. La nouvelle commission repose sur un jeu d'équilibre autour du PPE qui s'appuie sur l'extrême droite par moment, sur les sociaux-démocrates dans d'autres.
Nous sommes dans une logique particulière : aucun pays est encore ouvert largement à l'immigration.
Oui, la pression des lobbies américains est forte. Il est important de résister. La dernière amende contre Apple n'est pas aussi forte que possible, mais elle a bien été prononcée. L'Europe fait face aux défis du green deal et de l'intelligence artificielle. Réduire nos dépenses en énergie fossile permet de renforcer son indépendance.

Les Britanniques au côté des Français comme leaders des volontaires, c'est bien. Les Britanniques pensent plus forces aériennes et marines que terrestres. Mais nous aurons besoins d'un soutien américain.
Je suis frappé de voir que les raisonnements par blocs laissent beaucoup d'incertitudes. Le Brésil était plutôt du côté de l'Ukraine. Mais Lula est allé à Moscou le 9 mai. L'Inde adore acheter des Rafales et le pétrole russe qui arrive par bateaux fantômes. Regarder avec le soft power européen nous pourrions les retenir d'adhérer au duopole russo - chinois.

Oui, l'aide des Américains est nécessaire pour soutenir un cesser le feu en Ukraine, puis un véritable accord de paix avec des garanties de sécurité. Les armées européennes n'ont pas de quoi faire face à toutes les armes russes (défense anti-aérienne, capacité de renseignement aussi complète, capacité de commandement intégré, masse, le déploiement de 30 000 soldats européens est difficile…).
Modi essaye de développer le concept de multi-alignement car l'Inde est assez puissante et autonome pour pouvoir contracter avec les autres puissances. Il n'empêche que sur le Pacifique, l'Inde cherche à contenir la Chine dans la coalition indo-pacifique. A l'Europe de se positionner et d'être convaincante et de ramener l'Inde sur la démocratie qu'elle a construite depuis 70 ans. Considérer que l'Inde c'est d'abord le peuple hindou n'est pas conforme à cette histoire.
L'accord du Mercosur est un atout. La position de la France n'est pas satisfaisante, l'Europe ne peut pas se passer de développer une vrai stratégie de coopération avec cette zone, sous peine de laisser toute la place à la Chine.

Merci pour ton rappel historique des relations OTAN – Russie qui montre que l'OTAN n'a pas toujours été hostile à la Russie, au contraire. L'Europe a un rôle à jouer sur l'environnement. Cette crise me fait changer d'avis sur l'accord avec le Mercosur. L'œuf devient un baromètre géopolitique car le prix a beaucoup monté aux Etats Unis à cause

de leur alimentation qui vient du Canada. En Russie, c'est le matériel agricole qui n'arrive plus assez d'Europe.

L'accord Mercosur sous sa forme actuelle est favorable à la France, sur le plan industriel et des services d'abord. La filière porcine repose sur le soja du Mercosur. Les inquiétudes sur le bœuf peuvent se traiter par une traçabilité des viandes qui arrivent de ces pays (normes alimentaires + protection de l'Amazonie). L'Europe a les mêmes questions sur l'habillement et les jouets venus de Chine qui ne sont pas conformes à nos normes.
A noter que Trump devient « anticonsumériste » face aux produits chinois.
Effectivement la crise de l'œuf manifeste une focalisation intéressante des médias. La grippe aviaire a obligé à détruire des élevages en plus des autres causes.
L'opinion américaine est ravie des actions de Trump sur l'immigration, moins sur l'Ukraine et sur l'économie. Elle commence à prendre conscience de la perte du « soft power » américain et de l'affaiblissement de son « hard power ».

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

Vous trouverez les compte rendu de nos derniers événements sur notre site http://www.convaincre-rhone.fr/
Club Convaincre